Gilets jaunes : Pacifisme ou violence ?

Toute société impose des normes, des règles et des institutions pour les faire respecter. En ce sens toute société est violente. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est la violence politique. Sous ses formes principales (guerre, terrorisme, révolution), la violence politique est un fait permanent, c'est-à-dire structurel à la société capitaliste. L'intérêt et la violence sont intimement liés. La violence est le moyen de soumettre un individu, un groupe d'individus ou des sociétés entières à la logique des intérêts et, plus concrètement, les soumettre à la logique implacable du profit, de la conquête des territoires et des marchés économiques.

Si la violence est l'instrument de la domination, elle peut être, dans d'autres cas, celui de l'émancipation quand les opprimés s'en emparent. A la violence de l'asservissement et de l'extermination s'oppose la contre-violence libératrice. Les révolutions et les décolonisations sont les exemples de cette violence libératrice.

Le peuple palestinien nous montre le chemin pour faire face à la violence sociale et au mépris des classes dominantes. Il est le symbole de toutes les luttes émancipatrices.

_____

Tayeb El Mestari (Le Grand Soir, 23 mars 2019)

« Factieux », « séditieux », « casseurs », « antirépublicains », « antisémites », les mots pleuvent comme des balles de LBD dans la grande bataille sémantique pour qualifier et tenter de disqualifier les gilets jaunes. A l'unisson, les médias inféodés aux puissants, les experts propagandistes " larbinisés " et une très large partie de la classe politique dépassée et désorientée dénoncent chaque jour

la violence des gilets jaunes. Mais tous les samedis avec un sens de l'effort incomparable, les gilets jaunes manifestent. Et tous les samedis les scènes de violence se répètent inlassablement.

Le caractère inédit de ce mouvement a été largement souligné, mais sa force réside à la fois dans sa durée et sa violence intrinsèque, l'une alimentant l'autre. Les cris d'orfraie d'un Macron ou d'un Castaner n'y peuvent rien. Leurs incantations et leurs menaces, parfois la larme à l'œil, face à la violence populaire, sont désormais sans effet. Le glaive du ministère de l'intérieur censé faire peur est systématiquement un coup d'épée dans l'eau. La raison en est simple : la violence est enracinée dans ce mouvement. Elle en est le principe de vie qui refuse l'assignation à des conditions sociales d'indignité et de pauvreté dans lesquelles cette société capitaliste a plongé des millions de personnes.

La violence, un mal nécessaire

Cette violence répond à une violence première : la violence économique capitaliste. A partir de la fin des années 1970, le capitalisme est entré dans une phase où le capital devait croitre au détriment du travail salarié, en sécrétant un chômage massif et une baisse des salaires. Mais ce processus ne concerne pas seulement les travailleurs et les classes moyennes paupérisés. Toutes les catégories populaires, qui doivent leur survie quotidienne aux prestations sociales, n'arrivent pas, elles aussi, à « remplir leur frigo », selon la fameuse expression des gilets jaunes.

D'un côté cette détresse sociale des classes populaires, de l'autre des richesses insolentes et ostentatoires. Lorsque le vote est dévoyé et qu'il n'a d'utilité qu'à promouvoir, à chaque élection, un nouveau personnel politique dans sa grande partie corrompu ; lorsque les manifestations ressemblent souvent à des promenades organisées par les syndicats ; lorsque le Sénat et l'Assemblée nationale donnent à voir le

spectacle piteux d'une classe politique impuissante qui se dispute les places et les prébendes ; lorsque la politique telle qu'elle s'exerce ne peut provoquer que le rejet, la violence s'invite pour la grande explication.

Les gilets jaunes n'avaient plus le choix. Face à cette violence sociale à laquelle s'ajoute la violence du mépris des classes dominantes, la bataille dans la rue reste la seule issue possible pour instaurer l'égalité. Cette lutte idéologique sur la légitimité de la violence est menée sans concession de part et d'autre pour gagner l'« opinion publique ». Elle se mène aussi dans les rangs des gilets jaunes. Pour convaincre les plus réticents d'entre eux, les gilets jaunes disent, et à juste titre, que la violence est un mal nécessaire. Il va de soi que la violence pour la violence n'existe pas, sinon dans l'esprit étroit des idéologues du pouvoir pour discréditer la lutte des classes. Les gilets jaunes ne sont pas violents par nature.

L'invention des « casseurs » et l'usage de la force

La violence économique et la violence policière sont intimement liées. Lorsque la première jette les mécontents dans la rue, la deuxième est censée les faire rentrer chez eux. Les moments de rude confrontation sont des moments de vérité pour le système tout entier et de l'institution policière en particulier. L'usage de la force contre les masses populaires agit comme un révélateur sur le système dont le réflexe premier est de préserver les intérêts de la grande bourgeoisie qui contrôle, à travers le Président Macron, tous les leviers de la domination politique. Il a suffi de quelques semaines de lutte dans la rue pour que la police soit dépouillée de son caractère républicain et apparaisse sous les traits d'une milice aux ordres de la minorité des puissants. La lutte populaire a déchiré le voile démocratique pour laisser voir au grand jour le visage froid de la dictature de la matraque et du LBD 40. La France patrie des droits de l'homme se voit sermonnée par l'ONU pour un usage

disproportionné de la violence contre les plus faibles de la société ! Cette démocratie de facture bourgeoise a montré dans quelle considération elle tient les représentants du peuple en matraquant un député girondin. Ou en donnant une quasi immunité à un Benalla, qui du haut de ses 26 ans, se joue des vieux sénateurs, interloqués par autant d'audace républicaine chez un voyou protégé en haut lieu. Tout un symbole qui donne raison aux gilets jaunes lorsqu'ils affirment que les parlementaires n'ont aucun poids politique, leur seule utilité étant de donner un vernis démocratique à un système fondé sur la spoliation des travailleurs et l'oppression de « ceux qui ne sont rien ».

Ces « Gaulois réfractaires », ces « illettrés » ont fait preuve d'une conscience politique aiguë en montrant que le système tient, en dernière instance, par le seul usage de la force. Cette démonstration est d'une limpidité cristalline. Mais un système qui ne tient que par la force est, paradoxalement, un système fragile. D'où le recours à des ruses et à des subterfuges pour discréditer les gilets jaunes et semer la division en leur sein. La distinction que tente d'opérer le pouvoir entre casseurs et gilets jaunes pacifiques ne trompent personne, sinon les experts autoproclamés et la bourgeoisie apeurée des beaux quartiers de Paris, de Bordeaux ou de Toulouse. Ce tour de passe-passe permet de justifier l'adoption de la loi anticasseurs qui sape concrètement le droit constitutionnel de manifester. Le coup de force économique permanent contre les classes populaires prend, peu à peu et au fur à mesure de l'approfondissement des contradictions de classes entre les dominants et les dominés, la forme d'un coup de force politique.

La violence populaire, une légitime défense ?

Face à la réaction populaire légitime, le pouvoir suit une logique qui lui est propre. Il déploie davantage de violence parce qu'il est pour l'instant incapable de donner une réponse

politique. Incapable de satisfaire les revendications des gilets jaunes et de transformer la donne institutionnelle par une réelle représentativité populaire. Il est coincé dans une dérive purement autoritaire que d'aucuns qualifient de dictature des riches contre les déshérités. Lorsqu'on s'approprie le bien d'autrui, il faut être prêt, si la persuasion ne fonctionne plus, à lui faire violence pour qu'il courbe l'échine.

Loin de se réduire à une minorité de « casseurs », la violence nourrit la dynamique collective des gilets jaunes. Dans les manifestations ou sur les réseaux sociaux les gilets jaunes disent pour la plupart : « Nous déplorons les violences, mais comment se faire entendre autrement ? ». Depuis les actes III et IV, les gilets jaunes ont compris que la violence paie. L'Acte XVIII du samedi 16 mars 2019 a déboussolé le pouvoir dont les représentants, Macron en tête, inspirent l'apitoiement dans leur recherche désespérée à vouloir dissuader et impressionner les gilets jaunes. Parce que l'histoire est une grande pédagogue, la pensée politique des gilets jaunes se réfère à la Révolution française pour signifier au monde que la marche vers une société meilleure est conditionnée par l'usage politique de la violence. Rien de grand n'a été réalisé sans la violence, nécessairement un passage obligatoire pour renverser le rapport de force. La symbolique de la guillotine très présente dans le mouvement ne signifie pas que les gilets jaunes sont assoiffés de sang. Elle rappelle seulement l'idée incontestable que la non-violence est une illusion et qu'elle n'a pas fait ses preuves historiquement. La défaite de la Commune en 1871 et le massacre de 30 000 communards par Adolphe Thiers, soutenu par une bourgeoisie revancharde et cruelle, enseigne que les ouvriers en armes ont commis le péché de faiblesse face à la violence sans borne des Versaillais. Plus récemment dans l'histoire des luttes, les manifestations enfermées dans le cadre étroit des revendications syndicales et du pacifisme d'obédience bourgeoise a conduit à l'impasse. Un système

politiquement verrouillé et une situation économique d’une injustice criante et insupportable ouvre indubitablement une nouvelle ère de violence. Chaque épisode de la lutte des classes dans l’histoire de la France capitaliste le prouve.

lien: https://www.legrandsoir.info/gilets-jaunes-pacifisme-ou-violence.html

Photo: Comité Action Palestine